

**REGLEMENT DU "SERVICE D'ASSAINISSEMENT" COLLECTIF
DE LA COMMUNE DE PIERREFITTE-NESTALAS**

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT

L'objet du présent règlement est de définir les conditions et modalités auxquelles est soumis le déversement des eaux dans les réseaux d'assainissement séparatifs dont la commune de PIERREFITTE-NESTALAS a la charge.

ARTICLE 2 : AUTRES PRESCRIPTIONS

Les prescriptions du présent règlement ne font pas obstacle au respect de l'ensemble des réglementations en vigueur.

ARTICLE 3 : CATEGORIES D'EAUX ADMISES AU DEVERSEMENT

Il appartient au propriétaire de se renseigner auprès du "service d'assainissement" sur la nature du système desservant sa propriété.

1. Secteur du réseau en système séparatif

Seules sont susceptibles d'être déversées dans le réseau des eaux usées :

- les eaux usées domestiques, telles que définies à l'article 7 du présent règlement ;
- les eaux industrielles définies à l'article 17 par les conventions spéciales de déversement passées entre le "service d'assainissement" et les établissements industriels, commerciaux ou artisanaux, à l'occasion des demandes de branchement au réseau public.

2. Secteur du réseau en système unitaire

Sans objet.

3. Secteur du réseau en système pseudo-séparatif

Sans objet.

ARTICLE 4 : DEFINITION DU BRANCHEMENT

Le branchement comprend depuis la canalisation publique

- un dispositif permettant le branchement au réseau public,
- une canalisation de branchement située sous le domaine public et, exceptionnellement, sous le domaine privé (cf. autorisation de passage),
- un ouvrage dit « **boîte de branchement** » ou « regard de façade » placé de préférence sur le domaine public, pour le contrôle et l'entretien du branchement, si la disposition du branchement le permet. Ce regard doit être visible et accessible ;
- un dispositif permettant le raccordement au logement appelé "**canalisation de raccordement**", situé en général en domaine privé et à la charge du propriétaire.

ARTICLE 5 : MODALITES GENERALES D'ETABLISSEMENT DU BRANCHEMENT

Pour chaque logement à raccorder, il est établi un seul branchement. Son emplacement est fixé par le "service d'assainissement". Dans le cas où, à la suite de contraintes techniques particulières, il serait nécessaire de doter un logement de plusieurs branchements, c'est le "service d'assainissement" qui en fixe le nombre ainsi que les emplacements respectifs.

Le service fixe le tracé, le diamètre, la pente de la canalisation ainsi que l'emplacement de l'éventuel

« regard de façade » ou d'autres dispositifs, notamment de pré-traitement, au vu de la demande de branchement. Ces dispositifs comprennent les siphons disconnecteurs, les séparateurs à graisses et à hydrocarbures, les débourbeurs, les stations de relevage, les clapets de protection, etc...

Si, pour des raisons de convenance personnelle, le propriétaire de la construction à raccorder demande des modifications aux dispositions arrêtées par le "service d'assainissement", celui-ci peut lui donner satisfaction sous réserve que ces modifications lui paraissent compatibles avec les conditions d'exploitation et d'entretien du branchement.

ARTICLE 6 : DEVERSEMENTS INTERDITS

Quelle que soit la nature des eaux rejetées et quelle que soit la nature du réseau d'assainissement, il est formellement interdit d'y déverser, notamment :

- des eaux -pluviales,
- le contenu des fosses fixes ou toutes eaux,
- l'effluent des fosses septiques,
- les ordures ménagères ;
- les huiles usagées ;
- les hydrocarbures, acides, cyanures, sulfures, produits radioactifs, et plus généralement tous les produits désignés dans l'article 29 du règlement sanitaire départemental, ainsi que tout corps solide ou non, susceptible de nuire soit au bon état, soit au bon fonctionnement du réseau d'assainissement et, le cas échéant, des ouvrages d'épuration, soit au personnel d'exploitation des ouvrages d'évacuation et de traitement.

Le "service d'assainissement" peut être amené à effectuer, chez tout usager du service et à toute époque, tout prélèvement de contrôle qu'il estimerait utile pour le bon fonctionnement du réseau.

Si les rejets ne sont pas conformes aux critères définis dans ce présent règlement, les frais de contrôle et d'analyse occasionnés seront à la charge de l'usager.

CHAPITRE 2 : LES EAUX USEES DOMESTIQUES

ARTICLE 7 - DEFINITION DES EAUX USEES DOMESTIQUES

Les eaux usées domestiques comprennent les eaux ménagères (lessive, cuisine, salle de bain,...) et les eaux vannes (urines et matières fécales).

ARTICLE 8 : OBLIGATION DE RACCORDEMENT

Comme le prescrit l'article L 33 du Code de la Santé Publique, tous les logements qui ont accès au réseau collectif disposé pour recevoir les eaux usées domestiques et établis sous la voie publique, soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage, doivent obligatoirement être raccordés à ce réseau dans un délai de deux ans à compter de la mise en service du réseau d'eaux usées collectif ou de la notification à l'abonné du présent règlement, dans le cas où le réseau d'eaux usées collectif existe à la date d'entrée en vigueur de celui-ci.

Tant que le propriétaire ne s'est pas conformé à cette obligation, conformément aux prescriptions de l'article L

35-5 du Code de la Santé Publique, il est astreint au paiement d'une somme au moins équivalente à la redevance d'assainissement qu'il aurait payée si son logement avait été raccordé au réseau, et qui pourra être majorée dans une proportion de 100 % fixée par l'assemblée délibérante.

ARTICLE 9 : DEMANDE DE BRANCHEMENT - CONVENTION DE DEVERSEMENT ORDINAIRE

Tout branchement doit faire l'objet d'une demande adressée au service de l'assainissement. Cette demande doit être signée par le propriétaire ou son mandataire.

Elle comporte élection de domicile attributif de juridiction sur le territoire desservi par le "service d'assainissement" et entraîne l'acceptation des dispositifs du présent règlement ; elle est établie en deux exemplaires dont l'un est conservé par le "service d'assainissement" et l'autre remis à l'utilisateur.

La demande de branchement devra obligatoirement être accompagnée des plans de masse et de détail de la construction, sur lesquels seront indiqués les tracés des canalisations intérieures et leurs équipements.

L'acceptation par le "service d'assainissement" crée la convention de déversement entre les parties.

ARTICLE 10 : MODALITES PARTICULIERES DE REALISATION DES BRANCHEMENTS

Lors de la construction d'un nouveau réseau d'eaux usées collectif, conformément à l'article 34 du Code de la Santé Publique, la collectivité exécutera ou pourra faire exécuter d'office les branchements de tous les logements riverains, partie comprise sous le domaine public jusque et y compris le regard le plus proche des limites du domaine public.

La collectivité peut se faire rembourser auprès des propriétaires de tout ou partie des dépenses entraînées par les travaux d'établissement de la partie publique du branchement, dans les conditions définies par l'assemblée délibérante. La partie des branchements réalisée d'office est incorporée au réseau public, propriété de la collectivité.

Pour les logements édifiés postérieurement à la mise en service du réseau collectif d'eaux usées, la partie du branchement située sous le domaine public, jusque et y compris le regard le plus proche des limites du domaine public, est réalisée à la demande du propriétaire et à sa charge, par le "service d'assainissement" ou, sous sa direction, par une entreprise agréée par lui. Cette partie du branchement est incorporée au réseau public, propriété de la collectivité.

Le raccordement à la boîte de branchement situé partie privée doit être réalisé par et à la charge du propriétaire, après accord du service assainissement. A cet effet, le demandeur transmet au service public d'assainissement une demande avec un plan et un descriptif du « raccordement » envisagé. Après accord, il effectue les travaux et laisse les tranchées ouvertes jusqu'à la visite de contrôle du service assainissement. La collectivité doit être avertie, au moins sept jours avant, du raccordement privé à la boîte de branchement afin de pouvoir s'assurer de la bonne exécution des travaux.

ARTICLE 11 : CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES BRANCHEMENTS EAUX USEES DOMESTIQUES

Les branchements sont réalisés selon les prescriptions et règlements en vigueur et notamment le fascicule 70 relatif aux ouvrages d'assainissement.

ARTICLE 12 : PAIEMENT DES FRAIS D'ETABLISSEMENT DES BRANCHEMENTS

Toute installation d'un branchement donne lieu au paiement par le demandeur du coût du branchement.

Le paiement d'un forfait ou du devis est fixé par l'assemblée délibérante.

Les boîtes de branchements seront positionnées par le service Assainissement :

- en limite des domaines privés et publics, **côté public**,
- dans le cas de l'exiguïté du domaine public ou de sa non existence en dehors de la bande roulement, la boîte de branchement sera posée, par dérogation selon l'avis du "service d'assainissement", dans le **domaine privé**.

ARTICLE 13 : SURVEILLANCE, ENTRETIEN, REPARATIONS, RENOUELEMENT DE LA PARTIE DES BRANCHEMENTS SITUES SOUS LE DOMAINE PUBLIC

La surveillance, l'entretien, les réparations et le renouvellement de tout ou partie des branchements situés sous le domaine public sont à la charge du "service d'assainissement".

Dans le cas où il est reconnu que les dommages, y compris ceux causés aux tiers, sont dus à la négligence, à l'imprudence ou à la malveillance d'un usager, les interventions du service pour entretien ou réparations sont à la charge du responsable de ces dégâts.

Le "service d'assainissement" est en droit d'exécuter d'office, après information préalable de l'utilisateur s'il y a lieu, toutes les interventions et tous les travaux dont il serait amené à constater la nécessité, notamment en cas d'inobservation du présent règlement ou d'atteinte à la sécurité, sans préjudice des sanctions prévues à l'article 47 du présent règlement.

ARTICLE 14 : CONDITIONS DE SUPPRESSION OU DE MODIFICATION DES BRANCHEMENTS

Lorsque la démolition ou la transformation d'un logement entraînera la suppression du branchement ou sa modification, les frais correspondants seront mis à la charge de la personne ou des personnes ayant déposé le permis de démolition ou de construire.

La suppression totale ou la transformation du branchement résultant de la démolition ou de la transformation d'un logement sera exécutée par le "service d'assainissement" ou une entreprise agréée par lui, sous sa direction.

ARTICLE 15 : REDEVANCE D'ASSAINISSEMENT

En application du décret n° 67-945 du 24 octobre 1967 et des textes d'application, l'utilisateur domestique raccordé à un réseau public d'évacuation de ses eaux usées est soumis au paiement de la redevance d'assainissement.

ARTICLE 16 : PARTICIPATION FINANCIERE DES PROPRIETAIRES DE LOGEMENTS NEUFS

Conformément à l'article L 35-4 du Code de la Santé Publique les propriétaires des logements édifiés postérieurement à la mise en service du réseau d'eaux usées collectif auxquels ces logements doivent être

raccordés, sont astreints à verser une participation financière pour tenir compte de l'économie réalisée par eux, en évitant une installation d'évacuation ou d'épuration individuelle.

Les montants et les modalités de paiement sont votés par l'assemblée délibérante.

CHAPITRE 3 : LES EAUX INDUSTRIELLES

ARTICLE 17 : DEFINITION DES EAUX INDUSTRIELLES

Sont classés dans les eaux industrielles tous les rejets correspondant à une utilisation de l'eau autre que domestique.

Pour être admises ces eaux ne devront être susceptibles ni par leur composition, ni par leur débit, ni par leur température, de porter atteinte soit au bon fonctionnement et à la bonne conservation des installations, soit à la sécurité et à la santé des agents du "service d'assainissement". Leurs natures quantitatives et qualitatives sont précisées dans les conventions spéciales de déversement passées entre le "service d'assainissement" et l'établissement désireux de se raccorder au réseau d'évacuation public.

ARTICLE 18 : CONDITIONS DE RACCORDEMENT POUR LE DEVERSEMENT DES EAUX INDUSTRIELLES

Le raccordement des établissements déversant des eaux industrielles au réseau public n'est pas obligatoire, conformément à l'article L 35-8 du Code de la Santé Publique.

Toutefois, ceux-ci peuvent être autorisés à déverser leurs eaux industrielles au réseau public, dans la mesure où ces déversements sont compatibles avec les conditions générales d'admissibilité des eaux industrielles.

ARTICLE 19 : DEMANDE DE CONVENTION SPECIALE DE DEVERSEMENT DES EAUX INDUSTRIELLES

Les demandes de raccordement des établissements déversant des eaux industrielles se font sur un imprimé spécial, dont le modèle est à disposition en Mairie pour les abonnés concernés.

Toute modification de l'activité industrielle sera alignée au service et pourra faire l'objet d'une nouvelle demande de raccordement.

ARTICLE 20 : CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES BRANCHEMENTS INDUSTRIELS

Les établissements consommateurs d'eau à des fins industrielles devront, s'ils en sont requis par le service assainissement, être pourvus d'au moins deux branchements distincts :

- un branchement eaux domestiques ;
- un branchement eaux industrielles.

Chacun de ces branchements, ou le branchement commun, devra être pourvu d'un regard agréé pour y effectuer des prélèvements et mesures, placé à la limite de la propriété, de préférence sur le domaine public, pour être facilement accessible aux agents du "service d'assainissement" et à toute heure.

Un dispositif d'obturation permettant de séparer le réseau public de celui de l'établissement industriel peut, à l'initiative du service, être placé sur le branchement des eaux industrielles et accessible à tout moment aux agents du "service d'assainissement".

Les rejets d'eaux usées domestiques des établissements industriels sont soumis aux règles établies au chapitre II.

ARTICLE 21 : SEPARATEUR DE GRAISSES, SEPARATEUR A FECULES

Des séparateurs de graisses préalablement agréés par le "service d'assainissement" devront être installés lorsqu'il s'agit d'évacuer des eaux grasses et gluantes provenant de restaurants, cantines, établissements hospitaliers, boucheries, charcuteries, etc...

Les séparateurs à graisses devront assurer une séparation de 92 % minimum.

Le séparateur à graisses devra être conçu de telle sorte :

- qu'il ne puisse être siphonné par le réseau d'eaux usées collectif ;

- que l'espace compris entre la surface des graisses et le couvercle soit ventilé par la canalisation d'arrivée.

Les séparateurs à graisses seront, si nécessaire, précédés d'un débourbeur destiné à provoquer la décantation des matières lourdes, à ralentir la vitesse de l'effluent et à abaisser sa température.

Les appareils de drainage des eaux résiduaires vers le séparateur devront être munis d'un coupe- odeur.

Au cas où l'utilisation d'une pompe de relevage serait nécessaire pour évacuer les eaux résiduaires, celle-ci devra être placée en aval du séparateur afin de ne pas provoquer d'émulsions qui gêneraient la bonne séparation des graisses.

Certains établissements devront prévoir sur la conduite d'évacuation des eaux usées un appareil retenant les féculs de pomme de terre.

Cet appareil, dont les caractéristiques seront soumises à l'approbation du "service d'assainissement", comprendra deux chambres visitables :

- la première chambre sera munie d'un dispositif capable de rabattre les mousses et d'un panier permettant la récupération directe des matières plus lourdes ;

- la deuxième chambre sera munie d'une simple chambre de décantation.

Les séparateurs devront être implantés à des endroits accessibles, de façon à faciliter leur entretien.

Le ou les couvercles devront être capables de résister aux charges de la circulation s'il y a lieu.

Les eaux résiduaires émanant du séparateur devront être évacuées directement au réseau d'eaux usées collectif.

En aucun cas, les eaux résiduelles chargées de féculs ne pourront être dirigées vers une installation de séparation des graisses.

ARTICLE 22 : SEPARATEURS A HYDROCARBURES ET FOSSES A BOUE

Conformément à la loi sur les établissements classés du 19 décembre 1917 et aux instructions du Ministère du Commerce en date du 06 juin 1953, les garages, stations-services et établissements commerciaux et industriels en général ne doivent pas rejeter dans les réseaux d'eaux usées publics, particuliers ou au caniveau, des hydrocarbures en général et particulièrement des matières

volatiles telles que le benzol, l'essence, etc... qui, au contact de l'air, forment des mélanges explosifs.

Les ensembles de séparations devront être soumis à l'approbation du "service d'assainissement" et se composeront de deux parties principales : le débourbeur et le séparateur, le dispositif devant être accessible aux véhicules de nettoyage (camion autocureur).

Ils devront avoir un pouvoir séparatif de 95 % au moins et ne pourront en aucun cas être siphonnés par le réseau d'eaux usées collectif.

Un débourbeur de capacité appropriée au séparateur devra être placé en amont de celui-ci. Il aura pour rôle de provoquer la décantation de matières lourdes et de diminuer la vitesse de l'effluent.

Au cas où l'utilisation d'une pompe de relevage serait nécessaire pour évacuer les eaux résiduaires, celle-ci devra être placée en aval du séparateur afin de ne pas provoquer d'émulsions qui gêneraient la bonne séparation des hydrocarbures dans ledit appareil.

Le dimensionnement des séparateurs sera fonction des débits considérés.

En outre, lesdits appareils devront être munis d'un dispositif d'obturation automatique qui bloquera la sortie du séparateur lorsque celui-ci aura emmagasiné sa capacité maximum en hydrocarbures, ce afin d'éviter tout accident au cas où les installations n'auraient pas été entretenues en temps voulu.

Les séparateurs devront être ininflammables et leurs couvercles capables de résister aux charges de la circulation, s'il y a lieu.

Les couvercles des séparateurs ne devront en aucun cas être fixés à l'appareil.

ARTICLE 23 : PRELEVEMENTS ET CONTROLES DES EAUX INDUSTRIELLES

Indépendamment des contrôles mis à la charge de l'industriel aux termes de la convention de déversement, des prélèvements et contrôles pourront être effectués à tout moment par le "service d'assainissement" dans les regards de visite, afin de vérifier si les eaux industrielles déversées dans le réseau public sont en permanence conformes aux prescriptions et correspondent à la convention spéciale de déversement établie.

Les analyses seront faites par tout laboratoire agréé par le "service d'assainissement".

Les frais d'analyse seront supportés par le propriétaire de l'établissement concerné si leur résultat démontre que les effluents ne sont pas conformes aux prescriptions, sans préjudice des sanctions prévues à l'article 47 du présent règlement.

ARTICLE 24 : OBLIGATION D'ENTREtenir LES INSTALLATIONS DE PRE-TRAITEMENT

Les installations de prétraitement prévues par les conventions devront être en permanence maintenues en bon état de fonctionnement. Les usagers doivent pouvoir justifier au "service d'assainissement" du bon état d'entretien de ces installations par la présentation du bon de dépôtage.

En particulier, les séparateurs à hydrocarbures, huiles, graisses et féculés, les débourbeurs devront être vidangés chaque fois que nécessaire par un vidangeur agréé.

L'usager, en tout état de cause, demeure seul responsable de ses installations.

ARTICLE 25 : REDEVANCE D'ASSAINISSEMENT APPLICABLE AUX ETABLISSEMENTS INDUSTRIELS

En application du décret n° 67-945 du 24 octobre 1967, les établissements déversant des eaux industrielles dans un réseau public d'évacuation des eaux, sont soumis au paiement de la redevance d'assainissement, sauf dans les cas particuliers visés à l'article 26.

ARTICLE 26 : PARTICIPATIONS FINANCIERES SPECIALES

Si le rejet d'eaux industrielles entraîne pour le réseau et la station d'épuration des sujétions spéciales d'équipement et d'exploitation, l'autorisation de déversement pourra être subordonnée à des participations financières aux frais de premier équipement, d'équipement complémentaire et d'exploitation, à la charge de l'auteur du déversement, en application de l'article L 1331-10 du Code de la Santé Publique. Celles-ci seront définies par la convention spéciale de déversement si elles ne l'ont pas été par une convention antérieure.

CHAPITRE 4 : LES EAUX PLUVIALES

ARTICLE 27 : DEFINITION DES EAUX PLUVIALES

Les eaux pluviales sont celles qui proviennent des précipitations atmosphériques. Sont assimilées à ces eaux pluviales celles provenant des eaux d'arrosage et de lavage des voies publiques et privées, des jardins, des cours d'immeubles...

ARTICLE 28 : CONDITION DE RACCORDEMENT POUR LE REJET DES EAUX PLUVIALES

Le rejet dans le réseau public séparatif est interdit.

ARTICLE 29 : PRESCRIPTIONS COMMUNES EAUX USEES DOMESTIQUES - EAUX PLUVIALES

Sans objet

ARTICLE 30 : PRESCRIPTIONS PARTICULIERES POUR LES EAUX PLUVIALES

ARTICLE 30.1 - DEMANDE DE BRANCHEMENT

Sans objet

ARTICLE 30.2 - CARACTERISTIQUES TECHNIQUES

Sans objet

CHAPITRE 5 : LES INSTALLATIONS SANITAIRES INTERIEURES

ARTICLE 31 : DISPOSITIONS GENERALES SUR LES INSTALLATIONS SANITAIRES INTERIEURES

Les articles du règlement sanitaire départemental sont applicables.

ARTICLE 32 : RACCORDEMENT ENTRE DOMAINE PUBLIC ET DOMAINE PRIVE

Les raccordements effectués entre les canalisations posées sous le domaine public et celles posées à l'intérieur des propriétés sont à la charge exclusive des propriétaires. Les

canalisations et les ouvrages de raccordement doivent assurer une parfaite étanchéité.

ARTICLE 33 : SUPPRESSION DES ANCIENNES INSTALLATIONS, ANCIENNES FOSSES, ANCIEN CABINET D'AISANCE

Conformément à l'article L 35-2 du Code de la Santé Publique, dès l'établissement du branchement, les fosses et autres installations de même nature seront mises hors d'état de servir ou de créer des nuisances à venir, par les soins et aux frais du propriétaire.

Faute par le propriétaire de respecter l'obligation édictée ci-dessus, le Service assainissement peut, après mise en demeure, procéder d'office et aux frais de l'intéressé aux travaux indispensables, conformément à l'article L 35-3. du Code de la Santé Publique.

Les dispositifs de traitement et d'accumulation ainsi que les fosses septiques mis hors service ou rendus inutiles pour quelque cause que ce soit sont vidangés et curés. Ils sont soit comblés soit désinfectés s'ils sont destinés à une autre utilisation.

ARTICLE 34 : INDEPENDANCE DES RESEAUX INTERIEURS D'EAU POTABLE ET D'EAU USEE

Tout raccordement direct entre les conduites d'eau potable et les canalisations d'eaux usées est interdit ; sont de même interdits tous les dispositifs susceptibles de laisser les eaux usées pénétrer dans la conduite d'eau potable, soit par aspiration due à une dépression accidentelle, soit par refoulement dû à une surpression créée dans la canalisation d'évacuation.

ARTICLE 35 : ETANCHEITE DES INSTALLATIONS ET PROTECTION CONTRE LE REFLUX DES EAUX

Conformément aux dispositions du règlement sanitaire départemental pour éviter le reflux des eaux usées de réseaux public dans les caves, sous-sol et cours, lors de leur élévation exceptionnelle jusqu'au niveau de la chaussée, les canalisations intérieures, et notamment leurs joints, sont établis de manière à résister à la pression correspondant au niveau fixé. De même, tous orifices sur ces canalisations ou sur les appareils reliés à ces canalisations, situés à un niveau inférieur à celui de la voie vers laquelle se fait l'évacuation doivent être normalement obturés par un tampon étanche résistant à ladite pression. Enfin, tout appareil d'évacuation se trouvant à un niveau inférieur à celui de la chaussée dans laquelle se trouve le réseau d'eaux usées public doit être muni d'un dispositif anti-refoulement contre le reflux des eaux usées et pluviales.

Les frais d'installation, l'entretien et les réparations sont à la charge du propriétaire.

ARTICLE 36 : POSE DE SIPHONS

Tous les appareils raccordés doivent être munis de siphons empêchant la sortie des émanations provenant du réseau d'eaux usées collectif et l'obstruction des conduites par l'introduction de corps solides. Tous les siphons sont conformes à la normalisation en vigueur.

Le raccordement de plusieurs appareils à un même siphon est interdit.

Aucun appareil sanitaire ne peut être raccordé sur la conduite reliant une cuvette de toilette à la colonne de chute.

ARTICLE 37 : BOITE A GRAISSES

Les eaux ménagères doivent passer par une boîte à graisse dont la capacité sera fixée par le "service d'assainissement". Cette boîte à graisses n'est pas obligatoire mais elle est fortement préconisée. Pour une maison ordinaire d'habitation (jusqu'à quatre chambres), son volume sera d'au moins 500 litres s'il reçoit l'ensemble des eaux ménagères et d'au moins 200 litres s'il ne reçoit que les eaux de cuisine. On préférera les bacs à graisses traitant l'ensemble des eaux ménagères.

L'agencement de la boîte à graisse devra permettre une récupération aisée des matières grasses. Le nettoyage et la vidange devront être faits obligatoirement tous les 6 mois par l'utilisateur et à ses frais. Les graisses récupérées devront être déposées en décharge contrôlée.

ARTICLE 38 : TOILETTES

Les toilettes seront munies d'une cuvette siphonnée qui doit pouvoir être rincée moyennant une chasse d'eau ayant un débit suffisant pour entraîner les matières fécales.

ARTICLE 39 : COLONNES DE CHUTES D'EAUX USEES

Toutes les colonnes de chutes d'eaux usées, à l'intérieur des bâtiments, doivent être posées verticalement et munies de tuyaux d'évents prolongés au-dessus des parties les plus élevées de la construction. Les colonnes de chutes doivent être totalement indépendantes des canalisations d'eaux pluviales.

Ces dispositifs doivent être conformes aux dispositions du règlement sanitaire départemental relatives à la ventilation des égouts lorsque sont installés des dispositifs d'entrée d'air.

ARTICLE 40 : BROyeurs D'EVIERs

L'évacuation par le réseau d'eaux usées collectif des ordures ménagères même après broyage préalable est interdite.

ARTICLE 41 : DESCENTE DES GOUTTIERES

Les descentes de gouttières qui sont, en règle générale, fixées à l'extérieur des bâtiments, doivent être complètement indépendantes et ne doivent servir en aucun cas à l'évacuation des eaux usées.

Au cas où elles se trouvent à l'intérieur du logement, les descentes de gouttières doivent être accessibles à tout moment.

ARTICLE 42 : CAS PARTICULIER D'UN SYSTEME UNITAIRE OU PSEUDO-SEPARATIF

Sans objet.

ARTICLE 43 : REPARATIONS ET RENOUVELLEMENT DES INSTALLATIONS INTERIEURES

L'entretien, les réparations et le renouvellement des installations intérieurs dont à la charge totale du propriétaire de la construction à desservir par le réseau public d'évacuation.

ARTICLE 44 : MISE EN CONFORMITE DES INSTALLATIONS INTERIEURES

Le "service d'assainissement" vérifie, avant tout raccordement au réseau public que les installations intérieures remplissent bien toutes les conditions requises. Dans le cas où des défauts sont constatés par le "service d'assainissement", le propriétaire doit y remédier à ses frais.

L'intention de raccordement sera signalée à la Mairie par un courrier. Le "service d'assainissement" effectuera la visite des installations dans un délai de 7 jours suivant la réception de ce courrier. Suite à cette visite, le raccordement ne sera effectif qu'après mise en conformité des installations intérieures.

CHAPITRE 6 : CONTROLE DES RESEAUX PRIVES

ARTICLE 45 : DISPOSITIONS GENERALES POUR LES RESEAUX PRIVES

Sont considérés comme privés, les réseaux situés sur des servitudes communes à plusieurs propriétaires.

Les articles 1 à 44 inclus du présent règlement sont applicables aux réseaux privés d'évacuation des eaux.

La réalisation des réseaux privés est à la charge des propriétaires concernés. Cependant pour pouvoir renvoyer les eaux usées vers la station ils devront appliquer le fascicule 70 et obtenir un Procès-verbal de réception par le « service d'assainissement ».

ARTICLE 46 : CONDITIONS D'INTEGRATION AU DOMAINE PUBLIC

Lorsque des installations susceptibles d'être intégrées au domaine public seront réalisées à l'initiative d'aménageurs privés, La commune de PIERREFITTE-NESTALAS, au moyen de conventions conclues avec les aménageurs, se réserve le droit de contrôle par le "service d'assainissement".

ARTICLE 47 : CONTROLES DES RESEAUX PRIVES

Le "service d'assainissement" se réserve le droit de contrôler la conformité d'exécution des réseaux privés par rapport aux règles de l'art, ainsi que celle des branchements définis dans le présent règlement.

Dans le cas où des désordres seraient constatés par le "service d'assainissement", la mise en conformité sera effectuée par le propriétaire ou l'assemblée des copropriétaires, avant tout raccordement au réseau public.

Pour obtenir le raccordement des réseaux privés d'assainissement au réseau général public, le propriétaire ou les copropriétaires seront tenus de fournir préalablement :

- les plans de récolement précis et détaillés à l'échelle 1/200 exprimés dans la bibliothèque de symboles du "service d'assainissement", avec repérage triangulé des plaques de regard et tout autre accessoire, par rapport à des points fixes. Ces plans seront rattachés en x, y.
- les profils en long de chacune des canalisations, avec la côte fil d'eau rattachée NGF.
- les notes de calcul détaillées du réseau eaux usées.

Les opérations de contrôle, préalablement au raccordement, seront conduites par le "service d'assainissement".

Elles pourront comporter, entre autres :

- inspection visuelle des réseaux,
- inspection par caméra vidéo des réseaux,
- test d'écoulement,
- test d'étanchéité (essai à l'eau et à l'air conformément au protocole annexé à la circulaire du 16 mars 1984, relative aux épreuves préalables à la réception des réseaux d'assainissement),
- test à la fumée.

Les contrôles seront exécutés conformément aux stipulations du fascicule n° 70 du Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux canalisations d'assainissement.

Dans le cas où les désordres sont constatés sur des réseaux privés existants raccordés au réseau public, le propriétaire ou les copropriétaires disposent, après mise en demeure, d'un délai de 6 mois pour remédier aux désordres ou imperfections constatés.

Si à l'issue de ce délai, la mise en conformité des équipements n'a pas été faite, la commune de PIERREFITTE-NESTALAS pourra faire exécuter d'autorité, aux frais du propriétaire ou des copropriétaires les travaux nécessaires, sans préjudice des sanctions prévues à l'article 47 du présent règlement.

CHAPITRE 7 : REGLEMENT DES LITIGES

ARTICLE 48 : INFRACTIONS ET POURSUITES

Les infractions au présent règlement sont constatées, soit par les agents du "service d'assainissement", soit par le représentant légal ou mandataire de la collectivité. Elles peuvent donner lieu à une mise en demeure et éventuellement à des poursuites devant les tribunaux compétents.

ARTICLE 49 : VOIES DE RECOURS DES USAGERS

En cas de faute du "service d'assainissement", l'utilisateur qui s'estime lésé peut saisir les tribunaux judiciaires compétents pour connaître des différends entre les usagers d'un service public industriel et commercial et ce service, ou les tribunaux administratifs si le litige porte sur l'assujettissement à la redevance d'assainissement ou le montant de celle-ci.

Préalablement à la saisie des tribunaux, l'utilisateur peut adresser un recours gracieux au Maire responsable de l'organisation du service. L'absence de réponse à ce recours dans un délai de quatre mois vaut décision de rejet.

ARTICLE 50 : MESURES DE SAUVEGARDE

En cas de non respect des conditions définies dans les conventions de déversement passées entre le "service d'assainissement" et des établissements industriels troublant gravement soit l'évacuation des eaux usées, soit le fonctionnement des stations d'épuration ou portant atteinte à la sécurité du personnel d'exploitation, la réparation des dégâts éventuels et du préjudice subi par le service est mise à la charge du signataire de la convention. Le "service d'assainissement" pourra mettre en demeure l'utilisateur par lettre recommandée avec accusé de réception

de cesser tout déversement irrégulier dans un délai inférieur à 48 heures.

En cas d'urgence, ou lorsque les rejets sont de nature à constituer un danger immédiat, le branchement peut être obturé sur le champ et sur constat d'un agent du "service d'assainissement".

CHAPITRE 8 : DISPOSITIONS D'APPLICATION

ARTICLE 51 : DATE D'APPLICATION

Le présent règlement est mis en vigueur à dater de son adoption par la Collectivité, tout règlement antérieur étant abrogé de ce fait.

ARTICLE 52 : MODIFICATIONS DU REGLEMENT

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées par la collectivité et adoptées selon la même procédure que celle suivie pour le règlement initial. Toutefois, ces modifications doivent être portées à la connaissance des usagers du service, trois mois avant leur mise en application.

ARTICLE 53 : DESIGNATION DU "SERVICE D'ASSAINISSEMENT"

L'assainissement collectif est géré par la commune de PIERREFITTE-NESTALAS.

ARTICLE 54 : CLAUSES D'EXECUTION

Le représentant de la commune, les agents du "service d'assainissement" habilités à cet effet, les techniciens dûment mandatés par la commune et le Receveur de la Collectivité autant que de besoin, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent règlement.

Délibéré et voté par le Conseil Municipal de la commune de PIERREFITTE-NESTALAS dans sa séance du 22 février 2011 .

Fait à PIERREFITTE-NESTALAS,
Le 3 mars 2011

Le Maire,
Noël PEREIRA